

Convention collective

**EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(AISNE)**

(5 mars 1971)

(Etendue par arrêté du 9 juillet 1971,
Journal officiel du 14 août 1971)

AVENANT N° 54 DU 8 JUILLET 2005 (1)

NOR : AGRS0597182M

Entre :

La fédération des exploitants forestiers et scieurs de l'Aisne,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats de l'Aisne CFTC ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;

L'union départementale des syndicats de l'Aisne CFDT ;

L'union départementale des syndicats de l'Aisne CGT-FO ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles, section Aisne,
CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est ajouté un article 66 « Articulation entre accord professionnel et accord d'entreprise ».

Article 66

*Articulation entre accord professionnel
et accord d'entreprise*

Il est rappelé qu'aux termes de l'article L. 132-23 du code du travail, un accord d'entreprise ne peut déroger, dans un sens moins favorable aux salariés, à un accord supérieur, pour les domaines suivants :

- salaires minima ;
- classifications ;
- prévoyance collective ;
- mutualisation des fonds de la formation professionnelle continue.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

De manière surabondante, les partenaires sociaux étendent cette interdiction aux autres domaines.

Ainsi, aucun accord d'entreprise ne pourra déroger, dans un sens moins favorable aux salariés, à la présente convention collective.

Article 2

Il est ajouté un article 67 « Notification de l'accord et exercice du droit d'opposition ».

Article 67

Notification de l'accord et exercice du droit d'opposition

De manière concomitante à la procédure de signature ; le secrétaire de la commission mixte notifie le texte de l'accord à l'ensemble des organisations représentatives.

Cette date de notification marque notamment le point de départ du délai d'opposition.

Article 3

Le présent avenant prend effet au 1^{er} juillet 2005.

Article 4

Les parties signataires du présent avenant en demandent l'extension.

Fait à Laon, le 8 juillet 2005.

(Suivent les signatures.)